|  |  |
| --- | --- |
| Logo of the European Commission, 12 yellow stars on a blue background arranged in a circle and framed by two light grey graphic elements representing the Berlaymont building, which is the headquarter of the European Commission. | COMMISSION EUROPÉENNE |

AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D’EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ

|  |  |
| --- | --- |
| DG – Direction – Unité | INTPA/E1Analyse macroéconomique, Politiques budgétaires, appui budgétaire et partenariat global avec les IFIs |
| Numéro de poste Sysper: | 4341 |
| Personne de contact:  Prise de fonctions souhaitée:  Durée initiale:  Lieu de détachement: | Karolina LEIB, Nathalie BRAJARD VOM STEIN, Roxanne RUA  3e… trimestre 2025  2… années  Bruxelles  Luxembourg  Autre: Click or tap here to enter text. |
| Type de détachement |  |
| Cet avis de vacance est ouvert aux:    ainsi qu’aux  pays AELE suivants:  Islande  Liechtenstein  Norvège  Suisse  pays tiers suivants: …  organisations intergouvernementales suivantes: … | |
| Délai des candidatures | Date limite pour postuler: 25-06-2025 |

**Présentation de l’entité (nous sommes)**

L’unité a pour mission de fournir une analyse approfondie des évolutions macroéconomiques et budgétaires pour les pays et zones géographiques de la compétence de la Direction Générale, garantissant ainsi une base solide pour les politiques mises en œuvre par la DG INTPA.

L’unité contribue à la formulation de la politique de partenariats internationaux de l’UE en matière de finances publiques, y compris pour les aspects budgétaires et fiscaux, la gestion des finances publiques, l’appui budgétaire et la mobilisation des ressources publiques, les questions de dette et la lutte contre les flux financiers illicites. L’unité soutient les pays partenaires de l’UE dans leurs efforts pour renforcer la gouvernance économique et le climat d’investissement, contribuant ainsi au succès du déploiement de la stratégie «Global Gateway». L’unité est en particulier le centre d’expertise pour l’appui budgétaire, tant du point de vue de la méthodologie que de sa mise en œuvre dans les pays bénéficiaires.

L’unité contribue également à l’élaboration et à la mise en œuvre des politiques de partenariat stratégique auprès des institutions financières internationales, en particulier le Groupe de la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), dans la perspective notamment d’accroître la visibilité et l’impact des politiques de l’Union, et de promouvoir une approche Team Europe plus forte.

Pour assurer la prise en compte de la dimension externe dans les politiques mises en œuvre au niveau interne, et maximiser la cohérence et les synergies avec les politiques et les priorités de coopération, l’unité travaille en étroite coordination avec les directions INTPA concernées, ainsi que les autres Directions Générales de la Commission (en particulier ECFIN, TAXUD), le SEAE, les représentants des États Membres de l’UE et d’autres parties prenantes.

**Présentation du poste (nous proposons)**

En tant que membre du secteur « politique budgétaire et fiscale » de l’unité, le fonctionnaire sélectionné contribuera à façonner la politique extérieure de l’UE dans les domaines de : i) la mobilisation des recettes nationales, de la coopération fiscale internationale et de la lutte contre les flux financiers illicites, ainsi que ii) la gestion des finances publiques (GFP), y compris les marchés publics et la gestion des investissements publics.

Ce faisant, il/elle contribuera à la réussite de la mise en œuvre de l’approche de la Commission européenne « Collect more- Spend better » en faveur des pays partenaires de l’UE, y compris ses dimensions genre, écologique et numérique. Il/elle conseillera également les délégations et la direction sur les questions de mobilisations des ressources domestiques et de gestions des finances publiques, qui sont essentielles pour développer la stratégie « Global Gateway ».

En outre, il/elle contribuera à la conception et à la gestion des initiatives de l’UE en matière de développement des capacités mises en œuvre par le FMI, la Banque mondiale, l’OCDE et/ou les agences des États membres de l’UE. Il/elle sera pleinement associé (e) aux décisions stratégiques relatives à ces programmes en représentant la Commission européenne au sein des comités de pilotage concernés. Il/elle contribuera également à l’élaboration et à la promotion des positions de l’UE sur la mobilisation des recettes nationales et la GFP dans les enceintes internationales, telles que les Nations unies ou le G20.

Le/la fonctionnaire sélectionné-e devra apporter un soutien technique et analytique à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des recettes nationales. Il/elle peut également être invité-e à fournir des travaux analytiques sur l’appui budgétaire, l’évaluation des risques et la gouvernance économique. Il/elle devra soutenir les services géographiques dans l’évaluation des programmes d’appui budgétaire et des demandes de décaissement.

En fonction du profil et des intérêts du fonctionnaire, le poste peut être davantage axé sur le volet « recettes » ou sur le volet « dépenses » des finances publiques.

Ce poste implique des contacts fréquents au sein de la Commission, avec les administrations et les agences de développement des États membres, ainsi qu’avec des institutions telles que le FMI, la Banque mondiale, l’OCDE ou les Nations unies.

De temps à autre, le fonctionnaire sélectionné devra participer à de brèves missions dans les pays partenaires de l’UE afin de soutenir les délégations de l’UE.

**Profil du titulaire (nous recherchons)**

Le candidat devra posséder une solide expérience et de bonnes connaissances dans les domaines suivants :

* Gestion des finances publiques et/ou mobilisation des recettes domestiques, idéalement dans le contexte de développement. Des connaissances / une expérience spécifique dans l’un des suivants constituerait un atout : réforme de la politique fiscales, réformes de l’administration fiscale, coopération fiscale internationale, flux financiers illicites, programmation budgétaire, marchés publics, audit externe, politique d’investissement.
* Une spécialisation en économie internationale et en économie du développement serait considérée comme un atout.

Les principales exigences du poste sont : bonnes capacités d’analyse, d’organisation et de rédaction, aptitude à travailler au sein d’une équipe de taille réduite avec des délais contraints ; Capacité de dialogue avec un large éventail d’interlocuteurs tant au sein de la DG qu’en dehors des institutions. Capacité à réaliser des présentations sur des sujets techniques et spécialisés.

Les candidats au poste devront posséder un diplôme en économie générale, finance, économie du développement, ou toute matière équivalente, ainsi qu’au moins 5 ans d’expérience professionnelle dans ces domaines. D’excellentes compétences en anglais sont un pré-requis et une connaissance du français ou de l’espagnol serait considérée comme un atout.

**Critères d’éligibilité**

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d’éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d’au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

Ancienneté de service : avoir une ancienneté d’au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;

Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.

Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d’une des langues de l’Union européenne et une connaissance satisfaisante d’une autre langue de l’Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu’il est appelé à exercer. Si vous venez d’un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l’Union européenne nécessaire à l’accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

**Conditions du détachement**

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d’absence de conflit d’intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l’article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l’Union européenne doit obligatoirement disposer d’une habilitation de sécurité (jusqu’au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32015D0444). Il vous appartient de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d’obtenir la confirmation de votre détachement.

**Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Si vous êtes intéressé, veuillez suivre les instructions données par votre employeur pour postuler.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l’intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l’AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidaturesous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv))en français, anglais ou allemand.Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d’autres documents(tels que copie de carte d’identité, copie des diplômes ou attestation d’expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

**Traitement des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ([[1]](#footnote-1)). Ces dispositions s’appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

1. () Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39). [↑](#footnote-ref-1)